

DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE DE VALLERAUGUE

AMELIORATIONS POUR LA SECURITE INCENDIE
AMELIORATIONS POUR L'ACCESSIBILITE PMR
DE L'ECOLE COMMUNALE ET LA CANTINE
DE VALLERAUGUE (30570)

CCAP

Maître d'Ouvrage

COMMUNE DE VALLERAUGUE – 30570 – VALLERAUGUE

Tél 04 67 81 19 60

valleraugue.mairie@wanadoo.fr

Maître d'œuvre

VAD architectures - 20, Rochebelle 30120 AVEZE

Tél : 04 67 82 45 34

b.vad@wanadoo.fr

ETABLI EN JUIN 2017

SOMMAIRE

- I. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES
- I.2 TRANCHES ET LOTS
- I.3 LOTS
- I.4 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT
- I.5 MAITRISE D'ŒUVRE
- I.6 CONTROLE TECHNIQUE
- I.7 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
- I.8 COORDINATION O.P.C.
- 2.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
- 2.2 PIECES PARTICULIERES
- 2.3 PIECES GENERALES
- 2.4 TRANCHE CONDITIONNELLE
- 3.1 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE
REGLEMENT DES COMPTES-TRAVAUX EN REGIE
- 3.2 LES PRIX
- 3.3 PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISE
- 3.4 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES
- 3.5 DOCUMENTS CONCERNANT LES PRIX A FOURNIR AU DEBUT DES
TRAVAUX
- 3.6 TRAVAUX EN REGIE
- 3.7 MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES
- 3.8 PRESTATIONS COMPORTANT UN DELAI IMPORTANT DE
FABRICATION OU DE STOCKAGE EN USINE
- 3.9 APPROVISIONNEMENTS
- 3.10 TRAVAUX IMPREVUS
- 3.11 MARCHES COMPLEMENTAIRES
- 3.12 VARIATIONS DANS LES PRIX
- 3.13 LES PRIX
- 3.14 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE
- 3.15 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE
- 3.16 MODALITES DE REVISION DES PRIX
- 3.17 REVISION DES FRAIS DE COORDINATION
- 3.18 REVISION PROVISOIRE
- 3.19 APPLICATION DE LA TVA
- 3.20 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

- 3.2.1 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT
- 3.2.2 DELAIS DE PAIEMENT
- 3.2.3 INTERETS MORATOIRES
- 4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX
- 4.1.1 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION
- 4.1.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION
- 4.1.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION
- 4.2 PENALITES POUR RETARD-PRIMES D'AVANCES
- 4.2.1 RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX
- 4.3 NETTOYAGE DU CHANTIER
- 4.4 RETARD AUX REUNIONS
- 4.4.1 ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER
- 4.5 RETARD DANS LE REMISE DES DOCUMENTS
- 4.5.1 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS
APRES EXECUTION
- 4.6 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
- 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE
- 5.1 RETENUE DE GARANTIE
- 5.2 AVANCE
- 5.3 AVANCE SUR MATERIELS
- 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX
- 6.1 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT
- 6.2 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET
EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS
- 6.3 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR
L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE
MAITRE DE L'OUVRAGE
- 6.4 MENTION « OU EQUIVALENT »
- 7.1 PIQUETAGE GENERAL
- 8. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES
TRAVAUX
- 8.1 PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX
- 8.2 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAILS -
SYNTHESE
- 8.3 MESURE D'ORDRE SOCIAL APPLICATION DE LA
REGLEMENTATION DU TRAVAIL
- 8.4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8.5	PRINCIPES GENERAUX
8.6	AUTORITE DU COORDONNATEUR S.P.S.
8.7	MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.
8.8	LIBRE ACCES DU COORDONNATEUR S.P.S.
8.9	OBLIGATIONS DU TITULAIRE
8.10	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS
8.11	TRAVAUX MODIFICATIFS
8.12	RESILIATION DU MARCHE
9.1	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES
9.2	RECEPTION
9.3	PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES
9.4	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES
9.5	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION
9.6	DELAI DE GARANTIE
10.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX
10.1	GARANTIES PARTICULIERES
10.2	ASSURANCES

I. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des marchés relatifs aux :

AMELIORATIONS POUR LA SECURITE INCENDIE AMELIORATIONS POUR L'ACCESSIBILITE PMR DE L'ECOLE COMMUNALE ET LA CANTINE DE VALLERAUGUE (30570)

- La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

- A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Communes de Valleraugue (30570), jusqu'à ce que l'entrepreneur titulaire ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) l'adresse du domicile qu'il aura élu.

I.2 TRANCHES ET LOTS

Ils sont répartis en 7 lots qui seront traités en marchés séparés, à savoir :

I.3

LOT 01 DEMOLITIONS – GROS ŒUVRE – MACONNERIE- CARRELAGE - FAIENCES

LOT 02 CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS

LOT 03 MENUISERIES BOIS EXTERIEURES – MENUISERIES INTERIEURES

LOT 04 SERRURERIE

LOT 05 PEINTURE – NETTOYAGES

LOT 06 CHAUFFAGE - PLOMBERIE-SANITAIRES

LOT 07 ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES – ALARME INCENDIE

Travaux intéressant la défense

- Sans objet.

I.4 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

- Sans objet.

I.5 MAITRISE D'ŒUVRE

- La maîtrise d'œuvre est assurée par :

VAD architecture – Architectes D.P.L.G. 20, Rochebelle 30120 AVEZE.

Tél 04 67 82 45 34 b.vad@wanadoo.fr

- Le marché confié au maître d'œuvre est une mission de base, au sens de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 et du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993.

1.6 CONTROLE TECHNIQUE

- Sans objet.

1.7 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Conformément à l'article R. 238-8 du Code du Travail la présente opération est classée en: 3eme Catégorie. - La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

Sera nommé ultérieurement.

1.8 COORDINATION O.P.C.

- Sans objet.

2.1 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.2 PIECES PARTICULIERES

- Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles;

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles;

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), comprenant une partie commune à

tous les lots (les prescriptions communes) et une partie propre à chacun d'entre eux, et

ses éventuelles annexes;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

- la décomposition du prix global et forfaitaire.

- les plans.

2.3 PIECES GENERALES

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois

d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.14. :

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009;
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS -DTU) énumérés à l'annexe I de la circulaire du ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- les cahiers des clauses techniques générales DTU et Règles de calcul DTU parus depuis la dernière mise à jour du CCTG.
- les avis techniques ou ATEX du C.S.T.B., lorsque les procédés de construction, ouvrages et matériaux font l'objet de tels avis.

NOTA : Les documents généraux précédemment visés à l'art.1.2. sont réputés être connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

- L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou à l'entrepreneur mandataire, et ses co-traitants et leurs sous-traitants.

2.4 TRANCHE CONDITIONNELLE

- Sans objet.

3.1 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES-TRAVAUX EN REGIE

3.2 LES PRIX

- Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-3 ci-dessus ;
- des dépenses communes de chantier;
- Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 8-5 du présent CCAP

- Dans les plans et devis descriptif, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux.
- En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou devis descriptif pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

3.3 PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISE

- Sans objet.

3.4 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

- Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.5 DOCUMENTS CONCERNANT LES PRIX A FOURNIR AU DEBUT DES TRAVAUX

- Sans objet.

3.6 TRAVAUX EN REGIE

- Sans objet.

3.7 MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES

- L'entrepreneur présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel. Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales, conformément à l'article 13 du C.C.A.G.
- Pour les modalités détaillées du règlement des comptes, s'en remettre à l'article 13 du C.C.A.G.

3.8 PRESTATIONS COMPORTANT UN DELAI IMPORTANT DE FABRICATION OU DE STOCKAGE EN USINE

- Sans objet .

3.9 APPROVISIONNEMENTS

- Sans objet.

3.10 TRAVAUX IMPREVUS

- En cas de demandes émanant du maître d'ouvrage, les travaux seront réglés :
- par référence aux prix unitaires figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire ou par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché ou en l'absence de décomposition détaillée du prix global forfaitaire en application de l'article 14 du C.C.A.G.

- 3.11 MARCHES COMPLEMENTAIRES

- Conformément à l'article 35-II-5. du Code des marchés publics, un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations complémentaires identiques à celles du présent marché.

3.12 VARIATIONS DANS LES PRIX

- Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.13 LES PRIX

- Les prix sont non révisables.

3.14 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel l'entrepreneur a signé son acte d'engagement.

3.15 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

- Sans objet.

3.16 MODALITES DE REVISION DES PRIX

- Sans objet.

3.17 REVISION DES FRAIS DE COORDINATION

- Sans objet.

3.18 REVISION PROVISOIRE

- Sans objet.

3.19 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

- Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.20 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS EVENTUELS

3.20 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

- L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus à l'article 3.6.I. du CCAG travaux.
- Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant la déclaration sur l'honneur prévue au 2° de l'article 44 du code des marchés publics;

3.21 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

- La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.
- Par dérogation à l'article 13.5 du C.C.A.G. Travaux et en application de l'article 116 du code des marchés publics, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché et ses factures, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou les dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous- traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu

par l'article 98 du CMP. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement.

3.22 DELAIS DE PAIEMENT

- Conformément à l'article 98 du Code des marchés publics, le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.

- Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

3.23 INTERETS MORATOIRES

- Conformément à l'article 98 1° et 2° du Code des marchés publics, le taux des intérêts moratoires est le taux de la B.C.E. majoré de sept points.

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.2 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

NOTE : LES DELAIS EVOQUES CI-DESSOUS SONT INCOMPRESSIBLES ET SONT COMMANDÉS PAR LES FERMETURES SCOLAIRES DE L'ECOLE

- La date prévisionnelle du début des travaux est fixée au 23 Octobre 2017

- Le délai d'exécution des travaux est fixé à 6 mois dont les deux semaines de préparation et les périodes sans activités de chantier (voir calendrier détaillé d'exécution (article 4 .1 .3)).

Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux

- L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 GROS OEUVRE de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

- Conformément aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au

décret n° 94- 1159 du 26 Décembre 1994, une période de préparation de deux semaines est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service ce qui signifie que la durée de la période de préparation ne peut-être inférieure à 2 semaines.

4.1.3 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

- début travaux :

- LE 23 OCTOBRE 2017

- SEMAINES 43/44 2017

- travaux de démolitions (maçonneries, dépose de liège, de cloisons, dépose de menuiseries extérieures etc...)
- pose des menuiseries extérieures et fourniture portes intérieures CF 1h
- pose des doublages, faux plafonds et cloisons
- incorporations électrique
- déplacement d'un radiateur de la classe primaire 2 au niveau I

- SEMAINES 52 2017 /01 2018

- pose de la structure de la passerelle au niveau I
- pose du platelage et des marches bois de l'escalier
- pose de l'escalier de secours
- pose des gardes corps

- SEMAINES 6/7 2018

- peinture des menuiseries extérieures et intérieures
- peinture des cloisons, doublages, faux plafonds
- raccords carrelage, faïences
- électricité, chauffage, plomberie, alarme
- nettoyage
- réception des travaux

4.1.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Sans objet

4.2 PENALITES POUR RETARD-PRIMES D'AVANCES

4.2.1 RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement avec le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

- Du simple fait de la constatation par le Maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier détaillé d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours définis à l'article 4- 2 ci-dessus, l'entrepreneur encourt une retenue provisoire de 1/1500^e du montant de son marché, avec un minimum de 125 € (cent vingt cinq euros), par jour calendaire, qui sera retenue sur ses acomptes mensuels.
- Ces retenues provisoires deviendront des pénalités définitives si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la bonne marche du chantier.
- Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur et aux abords.
- Il sera du à ce titre le nettoyage général des locaux et abords, l'enlèvement des gravois et la remise en état des extérieurs, voiries, trottoirs, espaces verts, plantations et réseaux divers qui auront été endommagés ou détériorés pendant l'exécution des travaux.
- En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le maître de l'ouvrage aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

4.3 NETTOYAGE DU CHANTIER

- Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 125 € (cent vingt cinq euros) par jour calendaire de retard.
- Par dérogation à l'article 48.I. du CCAG, sans mise en demeure, sous un délai de 48 heures qui suit le constat de défaillance de l'entrepreneur, le nettoyage sera effectué par une autre entreprise aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant. Par dérogation à l'article 20 du CCAG, sans mise en demeure, par fait constaté, seront appliquées les pénalités suivantes :

4.4 RETARD AUX REUNIONS

- Tout retard non motivé de l'entrepreneur à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 20 € (vingt euros)

4.4.1 ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER

- Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible de l'entrepreneur à

une réunion de chantier ou de coordination sécurité sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € (cent euros).

4.5 RETARD DANS LE REMISE DES DOCUMENTS

Tout retard dans la remise des documents en cours de chantier (Procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de 25 € (vingt cinq euros) par jour calendaire de retard.

4.5.1 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

- En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 45 € euros) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-5. du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.6 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

- En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4. ci-après, le titulaire encourt une pénalité fixée à 75 € (soixante-quinze euros) par jour calendaire, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48,1 du CCAG.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

5.2 AVANCE

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics."

5.3 AVANCE SUR MATERIELS

- Aucune avance sur matériels ne sera versée à l'entrepreneur.

6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

- Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.1 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

- Sans objet.

6.2 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES

MATERIAUX ET produits

- Sans objet.

6.3 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Sans objet.

6.4 MENTION « OU EQUIVALENT »

- Conformément au Code des marchés publics certaines spécifications de normes ou de marques dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent et/ou ou similaire ». Cette mention est réputée supprimée dans le marché, l'entrepreneur étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre ou à défaut sur celles figurant dans le descriptif.

7.1 PIQUETAGE GENERAL

- Sans objet.

7.2 PIQUETAGE DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

- Sans objet.

8. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

- Conformément aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, une période de préparation d'un mois au minimum est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service.

- Durant cette période, l'entrepreneur, y compris ses sous-traitants, devra :
 - suivant la catégorie de l'opération : établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S.- dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de

8.1 PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

préparation.

- établir et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux,

- établir et remettre au maître d'œuvre les plans de détail complémentaires, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et à l'article 8.2 ci-après.
- L'absence de remise au maître d'œuvre du plan d'hygiène et de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.2 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAILS - SYNTHESE

- Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et validés, avec les notes de calculs correspondantes par un bureau de contrôle, dont la mission et les frais inhérents sont à la charge de l'entreprise. Les documents précités seront également soumis à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

8.3 MESURE D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

- La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8.5 PRINCIPES GENERAUX

- La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de " coordonnateur S.P.S. ".

8.6 AUTORITE DU COORDONNATEUR S.P.S.

- Le coordonnateur S.P.S.- doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.
- En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le

coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

8.7 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.

8.8 LIBRE ACCES DU COORDONNATEUR S.P.S.

- Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

8.9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

- Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S.:
- le P.P.S.P.S.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- la copie des déclarations d'accident du travail
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2.1 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet .

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

8.10 OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

- Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993. '

8.11 TRAVAUX MODIFICATIFS

- En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'entrepreneur ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.
- Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Dans le délai prescrit, l'entrepreneur retournera la fiche complétée par ses soins au maître d'œuvre qui la transmettra avec son avis au R.P.A. La décision du représentant légal de la collectivité sera notifiée à l'entrepreneur, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le R.P.A. seront incorporés dans un avenant au marché.
- En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus et servira de base à l'application de l'article 14 du CCAG
- Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le R.P.A. ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

8.12 RESILIATION DU MARCHE

- Les clauses des articles 45, 46, 47 du C.C.A.G. sont applicables.

9.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

- Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés sur le chantier, par un bureau de contrôle agréé (à la charge de l'entreprise) en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages définies au CCTP .
- Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :
- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le R.P.A.

9.2 RECEPTION

- Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG : - La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots

considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

- La procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

9.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

- Sans objet.

9.4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

- Sans objet.

9.5 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

- A la fin de travaux et avant la réception, l'entreprise fournira en 3 exemplaires au maître d'œuvre, les documents de recollement et au coordonnateur SPS, les documents devant constituer le DUIO.

- Le contenu et la présentation du dossier " D.O.E. " est défini dans les prescriptions communes à tous les lots.

9.6 DELAI DE GARANTIE

10. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages à compter de la date d'effet de la réception.

- En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle est soumis l'entrepreneur s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence des documents.

10.1 GARANTIES PARTICULIERES

- Sans objet.

10.2 ASSURANCES

- Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

- D'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une destruction des ouvrages avant réception;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

A AVEZE, le

Dressé par la maîtrise d'ouvrage

Lu et accepté par l'entrepreneur,

A

le